

Accords fiscaux—Loi

dépenses d'éducation postsecondaire que nous aurons cette richesse, que nous aurons ce pays envié par tous les autres pays.

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole sur un dossier du Québec aussi important. En présence de un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept . . . Monsieur le Président, ils ne savent même pas ce que je veux dire.

• (1430)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Silence, je vous prie. Le député siége ici depuis deux ans maintenant.

M. Gauthier: Plus que cela.

Le président suppléant (M. Paproski): Plus que cela, en effet. Je n'ai pas l'intention de lui faire la morale, mais je voudrais qu'il respecte la dignité des lieux en cessant de compter les députés à la Chambre, s'il vous plaît.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, j'étais en train de compter à qui je veux parler. Je ne veux pas parler des absents, je voudrais parler aux huit députés du Québec qui sont ici. Et si l'honorable député de LaSalle (M. Lanthier) ne s'était pas énervé . . . Et je m'adresse principalement à ces gens-là, puisque qu'ils sont censés être des défenseurs des Québécois.

Je ne blâme pas les autres députés du Québec qui sont absents, je m'adresse aujourd'hui, à ce moment-ci, au député de LaSalle . . .

M. Lanthier: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre! L'honorable député de LaSalle (M. Lanthier) invoque le Règlement.

M. Lanthier: Monsieur le Président, nous avons une représentation on ne peut mieux de députés québécois ici aujourd'hui. On n'a pas besoin des députés de l'opposition pour nous montrer quoi faire. Alors, je crois qu'il est contre le Règlement que le député rappelle, encore une fois, la présence des députés.

• (1440)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre. Je comprends ce qui se passe. C'est vendredi après-midi, je le sais, mais, je vous en prie, revenons simplement au débat et apprécions-nous les uns les autres ici à la Chambre.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, je mentionnais les députés québécois présents, justement parce qu'on voudrait qu'ils se réveillent. Et j'ai l'impression que j'ai commencé à réveiller le député de LaSalle (M. Lanthier).

Monsieur le Président, ce qu'on voulait et ce qu'on souhaite, c'est que la députée de Brome—Missisquoi (M^{me} Bertrand) et le député de Champlain (M. Champagne) se lèvent debout pour défendre les intérêts des Québécois dans ce dossier-là.

Mon collègue de Saint-Denis (M. Prud'homme) vient de démontrer clairement les sommes d'argent que la province de Québec ne recevra pas. Ce ne sont pas des sommes d'argent qui vont dans le compte en fidéicommiss du gouvernement, dans la caisse. Ce sont des sommes d'argent qui vont aux soins de

santé pour la population québécoise et à l'enseignement postsecondaire. Je pense qu'il serait important et la population du Québec serait fière et heureuse de voir le député de LaSalle (M. Lanthier), le député de Beauharnois—Salaberry (M. Hudon), le député de Champlain (M. Champagne), le député de l'Assomption, le député de Châteauguay (M. Lopez) se lever . . . la députée de Brome—Missisquoi (M^{me} Bertrand), monsieur le Président, se lever et dire: Moi, je suis d'accord avec le gouvernement fédéral qui coupe ces millions-là à la province de Québec dans le domaine de la santé; ou tout simplement, qu'ils se lèvent et disent: Monsieur le Président, je ne partage pas l'avis du gouvernement de couper ces sommes d'argent-là.

Monsieur le Président, des députés conservateurs disent: C'est le déficit. Mais lorsque le gouvernement a déposé un projet de loi dans cette Chambre de plus d'un milliard de dollars pour venir en aide à une centaine d'individus dans l'Ouest du pays qui avaient \$60,000 dans des comptes de banque, ces mêmes députés que je viens de nommer ne se sont pas levés pour dire: Je suis en désaccord parce qu'il y a le déficit à combler. Ils se sont levés puis ils ont dit: Je suis d'accord, il faut sauver les institutions, monsieur le Président. Il faut sauver les institutions bancaires, mais les citoyens, ce n'est pas grave. Ce dont on parle là, ce n'est pas de sauver les bâtisses des hôpitaux, c'est de sauver les gens qui demain, il se peut que ce soit un d'entre nous qui soit malade, gravement malade, qui soit obligé d'être hospitalisé et d'obtenir des soins de santé.

Monsieur le Président, la qualité des soins de santé . . . Hier, vous avez vu à la télévision . . . Au Québec, à Montréal, il y a eu une opération pour des gens souffrant de maladies de coeur. C'est avec des sommes d'argent octroyées par le gouvernement fédéral, par le gouvernement provincial, qu'on a amélioré la qualité de vie des gens. Mais le député de LaSalle qui fait des bouffonneries devrait se lever plutôt que de niaiser comme ça ici, à la Chambre, et défendre les intérêts du gouvernement et de la population de LaSalle.

M. Gauthier: Il n'y a pas un ministre qui l'a fait encore!

M. Malépart: Monsieur le Président, mon collègue d'Ottawa—Vanier (M. Gauthier) qui s'est si bien exprimé dans ce dossier-là me fait remarquer et c'est vrai, qu'il n'y a aucun ministre qui s'est levé pour défendre ce dossier-là.

Monsieur le Président, ils se lèvent tous pour défendre le scandale du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens), mais il n'y en a pas un qui ose se lever pour défendre les intérêts des Québécois. Mais c'est scandaleux, monsieur le Président! Tous les gouvernements provinciaux étaient en désaccord et ce qui est important, c'est la crédibilité du premier ministre (M. Mulroney) qui est en jeu, parce que ce dernier, au Québec, à Sherbrooke, a promis qu'il n'affecterait pas, qu'il ne couperait pas les sommes d'argent au niveau des transferts dans le domaine de la santé et dans le domaine scolaire, monsieur le Président. Et maintenant, il ne respecte pas sa parole, son engagement qu'il a pris à Québec.

Monsieur le Président, je rappelle encore une fois aux députés conservateurs du Québec qui sont ici, je ne parle pas à ceux qui ne sont pas ici . . . La députée de Montmorency—Orléans (M^{me} Blouin), moi, je ne l'ai jamais vue parler.

Je pense qu'on serait intéressé à savoir ce qu'elle pense de ce dossier, monsieur le Président. Non seulement le gouvernement